DIAL 2416

BOLIVIE - Des manifestations paralysent la Bolivie. Un mouvement de protestations sociales menace la permanence de Bánzer au pouvoir

José Antonio Aruquipa Z

mercredi 1er novembre 2000, mis en ligne par Dial

La Bolivie, pays qui a dépassé les 8 millions d'habitants, reste l'un des plus pauvres d'Amérique latine (70 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté). Gouverné par l'ex-dictateur Hugo Bánzer (1971-1978) revenu au pouvoir par voie démocratique en août 1997, le pays est secoué par des mouvements sociaux importants. En avril de cette année, la question de la privatisation de l'eau à Cochabamba avait donné lieu à des manifestations telles que le pays avait été déclaré sous état de siège pendant douze jours. Paysans, enseignants, étudiants ont également mis en avant leurs revendications. Le mois de septembre dernier a été également fort mouvementé sur différents fronts. C'est ce que présente l'article ci-dessous de José Antonio Aruquipa Z., paru dans Noticias Aliadas*, 9 Octobre, 2000.*

En plus d'être assiégée par des paysans, la ville de La Paz, siège du gouvernement, est devenue la scène quotidienne de manifestations de rue des enseignants des écoles publiques et de leurs affrontements avec la police.

Après deux semaines de manifestations qui ont paralysé une grande partie du pays, les partis d'opposition et quelques analystes affirment que Bánzer a perdu la capacité de gouverner. L'ex-président Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-97) a déclaré que Bánzer a perdu son autorité en avril quand la violence a fait cinq morts malgré la proclamation de l'état de siège. Il a ajouté que le président est en train « de payer pour sa mauvaise façon de gérer les choses ».

Les paysans réclament des changements dans une loi sur les terres et la suspension définitive d'un projet de loi pour privatiser le service d'eau. Ils s'opposent en outre à la construction de trois casernes et à l'éradication des cultures de la coca dans la région du Chapare de Cochabamba, et ils demandent la mise en route de programmes de développement alternatif.

Le 27 septembre, le secrétaire général de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), Felipe Quispe, a demandé aux syndiqués d'« assiéger » La Paz « comme Tupac Katari aux temps de la Colonie ». Quispe a commandé en 1990 l'Armée de guérilla Tupac Katari, ce qui lui a valu de passer plusieurs années en prison.

L'ordre fut exécuté de manière disciplinée par des paysans des régions de l'altiplano (les hauts plateaux) et de Los Yungas. Malgré la présence militaire sur les routes d'accès, ils ont isolé la ville, la privant de l'entrée des produits alimentaires des régions voisines. Les marchés n'ont pas été approvisionnés et les prix des produits ont quadruplé en raison de leur rareté.

Les neuf régions du pays furent isolées l'une de l'autre en raison du blocage des chemins par les paysans, ce qui a causé une perte de 100 millions de dollars au secteur productif et agricole, selon les estimations d'entrepreneurs privés.

Entre le 24 septembre et le 2 octobre, 10 personnes sont mortes, victimes de tirs d'armes de guerre et plus de 100 ont été blessées dans les violences qui se sont déchaînées entre les paysans et les forces conjointes de l'armée et de la police.

De leur côté, les 130 000 professeurs dépendants du gouvernement réclament une augmentation salariale de 50 % du salaire moyen qui est de 400 bolivianos, environ 63 dollars.

Le 8 septembre, plus de mille enseignants ont achevé, à La Paz, une marche de deux jours qui a commencé à Oruro, à 239 km de cette ville. Ils furent reçus par environ 2 500 étudiants de l'université Siglo XX de Potosí, arrivés la veille pour réclamer une distribution équitable des ressources que l'État destine aux universités.

Le secrétaire des Affaires juridiques de l'Assemblée permanente des droits humains de Bolivie (APDHB), Sacha Llorenti, a dénoncé « un état de siège de facto ». Presque au même moment, la défenseur du peuple, Ana María Romero de Campero, a dénoncé des violations de domicile et des détentions opérées par des militaires sans autorisation judiciaire, dans des localités des hauts plateaux de La Paz.

Après avoir déclaré qu'un rapprochement entre le gouvernement et les dirigeants paysans serait « un dialogue de sourds », le ministre du gouvernement, Guillermo Fortún, a averti le 26 septembre que les forces armées disperseraient les paysans « coûte que coûte ».

Pendant ce temps, Bánzer organisait des réunions secrètes avec le haut commandement des forces armées et les chefs des divisions militaires. Bien que le ministre de l'information gouvernementale, Manfredo Kempff, ait déclaré que les réunions avaient pour but d'informer les militaires sur la situation vécue par le pays, l'agence de presse Jatha a révélé que les rapprochements de Bánzer obéissaient à une tentative de « s'appuyer sur ceux qui lui ont été fidèles pendant ses sept années de dictature » (1971-1978).

Des politiciens du parti au pouvoir et de l'opposition ont manifesté leur préoccupation concernant les agissements de Bánzer et ont prévenu que les « forces armées ne délibèrent pas et qu'elles doivent être subordonnées au président, qui est en même temps leur capitaine général. »

Dans un message adressé à la nation le 28 septembre, Bánzer s'est plaint d'être face à un mouvement séditieux « qui veut mettre fin à la démocratie » et il a averti que son gouvernement ne tolérerait pas davantage le désordre.

Ce même jour, les universitaires ont obtenu du gouvernement un financement de plus de 3 700 000 bolivianos, environ 500 000 dollars annuels, pour le fonctionnement de leur université. Bien que l'arrangement avec les universitaires ait été une sorte de soulagement pour le gouvernement, les autres secteurs en conflit ont intensifié leurs mesures de pression et ont commencé à demander la démission de Bánzer « pour incapacité à gouverner ».

Evo Morales, dirigeant des producteurs de coca et député national, a prévenu que « les barrages des producteurs de feuille de coca du Chapare vont continuer jusqu'à ce que Bánzer retourne chez lui pour incapacité ».

Oscar Olivera, dirigeant de la Coordination de défense de l'eau et de la vie, de Cochabamba, une organisation sociale qui a dirigé en avril les protestations de cette ville contre l'augmentation des tarifs du service d'eau, a lui aussi demandé la démission du président « pour n'avoir pas pu résoudre la crise qui frappe le pays. »

Le gouvernement a réagi de manière presque immédiate. Dans une conférence de presse au Palais

Quemado, le ministre de la présidence, Walter Guiteras, a qualifié la déclaration de Morales d'instigation à la subversion et il a prévenu que « si Bánzer s'en va, la démocratie est finie ». Et Fortún a déclaré que les manifestations sociales étaient financées par le narcotrafic.

Le principal parti d'opposition, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), dirigé par Sánchez de Lozada, a publié un communiqué dans lequel il demandait si les principaux partis de la coalition au pouvoir pouvaient « continuer à gouverner le pays et nous sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes ». Guiteras a qualifié le communiqué d'appel à la subversion.

Le 28 septembre, après avoir manifesté sa préoccupation pour l'application de « tout procédé contraire à la démocratie », l'Église catholique, le bureau du défenseur du peuple et l'APDHB ont jeté un pont pour une rencontre entre le gouvernement et les représentants des secteurs en conflit.

La négociation pour la pacification a été planifiée pour avoir lieu par secteur à Santa Cruz et à La Paz. Morales et Olivera se sont engagés à rencontrer à Santa Cruz le ministre Fortún et son collègue de l'agriculture, Oswaldo Antezana, avec la médiation de l'archevêque de La Paz, Mgr Edmundo Abastoflor, et Llorenti de l'APDHB.

À La Paz, les représentants du gouvernement devaient se réunir avec le dirigeant paysan Quispe, la défenseur du peuple et le président de l'APDHB, Waldo Albarracín. Mgr Jesús Juárez, évêque d'El Alto et vice-président de la Conférence épiscopale bolivienne, fut chargé de faciliter le dialogue qui a commencé le 1er octobre à Pucarini, à 50 km de La Paz.

Mais ce premier dialogue a échoué car Quispe, dans un discours très fort, a fait porter sur les ministres qui assistaient à la rencontre, dirigés par Guiteras, la responsabilité pour les dix personnes tuées dans les affrontements de paysans, cultivateurs de coca et enseignants avec la police. Le lendemain, cependant, Quispe a annoncé qu'ils avaient décidé de reprendre le dialogue.

Pendant ce temps, les dirigeants du corps enseignant rural ont passé un accord le 1er octobre pour arrêter la grève et, à La Paz, les enseignants urbains sont sur la voie d'un accord avec le gouvernement.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2416.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, 9 Octobre, 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.